



**SECRETARIAT  
GÉNÉRAL**

Paris, le 10 avril 2024

À Mme Nicole Belloubet  
Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse

Madame la Ministre,

Les personnels de direction s'inquiètent de la communication reçue ces derniers jours autour du pacte. Alors que l'année est loin d'être terminée, il est demandé sans délai de ne plus en engager dans les établissements. Des collègues ont même constaté la disparition des enveloppes de pacte de leurs applicatifs de paye sans aucun dialogue préalable. Dans certaines académies c'est l'École Ouverte qui débute dans les semaines à venir qui doit être annulée par une telle injonction.

Pour mémoire, déjà en mai 2023, la mise en place du pacte avait fortement perturbé l'organisation d'une rentrée scolaire qui se planifie en janvier. Les conditions d'attribution étaient peu claires et très rigides, cela a engendré une grande méfiance des enseignants.

Malgré notre opposition au pacte, par un pilotage responsable, nous avons mis en œuvre cette politique dans l'ensemble des établissements, et tout cela dans un contexte de pression très affirmée de certains rectorats.

Il a fallu en septembre rappeler à vos services, l'impossibilité de mettre en place le remplacement de courte durée dans certains établissements. Cette manière brutale de manager a mis les équipes de direction en difficulté, les collectifs de travail ayant été très durement fracturés par le pacte.

Les premiers pilotes pédagogiques que nous sommes ne peuvent plus travailler dans ces conditions et subir l'arrêt de mesure sans évaluation précise et sans aucune information sur son évolution à venir. C'est toute la relation de confiance tissée avec les équipes qui est altérée par de telles procédés.

Mme la Ministre, il n'est pas trop tard pour créer les conditions d'un dialogue fructueux pour organiser plus sereinement la rentrée scolaire prochaine. La crise de sens que traverse l'École et ses acteurs mérite mieux qu'une politique incertaine et confuse avec un débat confisqué. L'éducation n'est pas un domaine réservé, il doit être partagé avec les acteurs de terrain qui sont aussi des experts.

Nous sommes convaincus que vous saurez entendre notre appel.

Veuillez agréer Mme la Ministre notre considération respectueuse.

Catherine Nave-Bekhti  
Secrétaire générale